

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 75

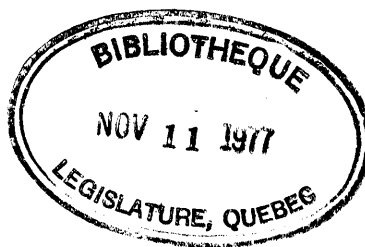
Loi modifiant le Code de la route

Première lecture

PRÉSENTÉ

Par M. LUCIEN LESSARD

Ministre des transports



Projet de loi n° 75

Loi modifiant le Code de la route

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 1 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231), modifié par l'article 29 du chapitre 65 des lois de 1969 et par l'article 82 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Le «véhicule de ferme» est possédé, à titre de propriétaire ou de locataire, par un agriculteur, une coopérative agricole constituée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) ou de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et est utilisé principalement pour le transport de produits agricoles ou du matériel nécessaire à leur production;»;

b) par l'addition, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant:

«3°a. Le mot «agriculteur» signifie une personne qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation ainsi qu'une personne qui est membre d'une association accréditée en vertu de la Loi des producteurs agricoles (1972, chapitre 37);»;

c) par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

«5° Le «véhicule de commerce» est possédé, à titre de propriétaire ou de locataire, par une personne qui tire sa principale subsistance d'une activité commerciale, est utilisé pour effectuer le transport de marchandises sans considération pécuniaire, et n'est pas dans les conditions voulues pour être un véhicule de ferme;».

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 du projet de loi redéfinit les expressions «véhicule de ferme» et «véhicule de commerce» et définit le mot «agriculteur».

Les articles 2, 4, 5, 6 et 7 convertissent au système métrique les unités de vitesse qui apparaissent au Code de la route.

L'article 5 réduit à 100 kilomètres-heure la vitesse maximale permise sur les autoroutes.

L'article 3 apporte les correctifs législatifs nécessaires à l'implantation de nouvelles mesures relatives à l'immatriculation des véhicules automobiles.

L'article 8 confère au gouvernement le pouvoir de désigner des personnes qui pourront effectuer, pour le compte du Bureau des véhicules automobiles, les opérations relatives à l'immatriculation des véhicules automobiles.

Art. 2

L'article 15*a* dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 60 des lois de 1974 et remplacé par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1976, est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 par le suivant:

«*b*) dont la puissance permet d'atteindre, en palier, une vitesse supérieure à quarante-cinq kilomètres à l'heure lorsqu'il est monté par une personne d'un poids de cent trente livres.»

Art. 3

L'article 28 dudit code est remplacé par le suivant:

«**28.** 1. Tout véhicule automobile immatriculé au Québec, doit, durant toute l'année d'immatriculation, être muni d'une plaque d'immatriculation valide délivrée par le directeur.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire qu'un véhicule automobile doit être muni de deux plaques d'immatriculation.

La plaque d'immatriculation doit être fixée à l'arrière du véhicule automobile. Lorsque deux plaques d'immatriculation sont délivrées, conformément au règlement, elles doivent être apposées l'une à l'avant et l'autre à l'arrière du véhicule automobile.

Ces plaques doivent être solidement fixées au moyen de rivets, vis et écrous ou de cadre, de manière à ne pouvoir être facilement enlevées et à ne pas osciller quand le véhicule automobile est en mouvement. Le directeur peut, à l'égard de l'une ou l'autre des catégories de plaques établies en vertu du paragraphe 5, déterminer un autre mode de fixation.

Toute plaque d'immatriculation doit être suffisamment éclairée et libre de tout objet ou matière pouvant en empêcher la lecture.

Tout agent de la paix ou officier du ministère, chargé de l'application du présent code, peut, en tout temps, requérir du conducteur d'un véhicule automobile le nettoyage immédiat des plaques d'immatriculation dont est muni son véhicule automobile.

Une plaque d'immatriculation doit être apposée à l'arrière de toute remorque ou semi-remorque servant à former une combinaison de véhicules.

2. Toute plaque d'immatriculation doit porter les inscriptions déterminées par le directeur de même que le numéro d'immatriculation attribué par le bureau au véhicule automobile auquel elle se rapporte.

3. Aucune autre plaque qui peut être confondue, de quelque façon que ce soit, avec une plaque d'immatriculation ne peut être fixée à l'avant ou l'arrière d'un véhicule automobile; néanmoins, le présent paragraphe ne s'applique pas dans le cas d'une plaque qui peut être exigée en vertu d'une autre loi applicable au Québec.

4. Le bureau demeure le propriétaire de toute plaque d'immatriculation et peut en reprendre la possession lorsque l'immatriculation du véhicule automobile auquel elle se rapporte expire, est suspendue ou annulée.

5. Le directeur peut, pour l'application des dispositions relatives à l'immatriculation, établir des catégories de plaques d'immatriculation en fonction du type de véhicule automobile, de son usage ou, en certains cas, en fonction du territoire où il est utilisé.»

Art. 4

L'article 40c dudit code, édicté par l'article 8 du chapitre 60 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**40c.** Nul ne peut circuler à bicyclette sur un chemin public sur lequel la vitesse permise est de plus de cinquante kilomètres à l'heure à moins qu'il ne soit âgé d'au moins douze ans; le présent article ne s'applique pas dans le cas d'une course ou d'une excursion organisée.»

Art. 5

L'article 50 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 53 des lois de 1970 et remplacé par l'article 13 du chapitre 35 des lois de 1976, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Sans restreindre la portée du paragraphe 2, nul ne peut circuler à une vitesse:

a) inférieure à soixante kilomètres à l'heure et supérieure à cent kilomètres à l'heure sur les autoroutes;

b) excédant quatre-vingt-dix kilomètres à l'heure sur les grands chemins numérotés à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages;

c) excédant quatre-vingts kilomètres à l'heure sur les autres chemins à surface en béton de ciment, en béton bitumineux et autres surfaces du même genre en dehors des cités, villes et villages;

d) excédant soixante-dix kilomètres à l'heure sur les chemins en gravier en dehors des cités, des villes et des villages;

e) excédant soixante kilomètres à l'heure sur les chemins de terre en dehors des cités, des villes et des villages;

f) excédant cinquante kilomètres à l'heure dans les cités, les villes et les villages, sauf sur les autoroutes et sur les chemins ou parties de chemins sur lesquels l'autorité provinciale a placé des panneaux officiels de signalisation, conformément à l'article 50a;

g) excédant cinquante kilomètres à l'heure dans les zones scolaires lors de l'entrée ou de la sortie des élèves.»

Art. 6

L'article 66 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 53 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«4° contrevient à quelque disposition de l'article 50 est passible:

a) pour la première infraction, d'une amende de vingt à cinquante dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit jours; cependant, si la vitesse excède de plus de vingt-cinq kilomètres à l'heure mais de moins de cinquante kilomètres à l'heure celle permise par la loi, le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois, et si la vitesse excède de cinquante kilomètres à l'heure ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal peut condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus huit jours, et confisquer le permis de ce conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

b) pour une deuxième infraction au cours des douze mois subséquents, d'une amende de cinquante à cent dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de quinze jours; le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois si la vitesse excède de plus de vingt-cinq kilomètres à l'heure mais de moins de cinquante kilomètres à l'heure celle permise par la loi, et si la vitesse excède de cinquante kilomètres à l'heure ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal peut condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus quinze jours et il doit confisquer le permis de ce conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

c) pour une troisième infraction au cours des douze mois subséquents à la première, d'une amende de cent à deux cents

dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours; le tribunal doit en outre confisquer le permis du conducteur pour une période d'au moins trois mois, et d'au moins six mois si la vitesse excède de plus de vingt-cinq kilomètres à l'heure mais de moins de cinquante kilomètres à l'heure celle permise par la loi; si la vitesse excède de cinquante kilomètres à l'heure ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal doit condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus trente jours et il doit confisquer le permis de ce conducteur pour une période d'au moins six mois;».

Art. 7

L'article 76a dudit code, édicté par l'article 21 du chapitre 35 des lois de 1976, est remplacé par le suivant:

«**76a.** Un conseil municipal qui ne s'est pas prévalu du paragraphe 6° de l'article 76 doit faire installer à l'approche d'une concentration de bâtisses dans la municipalité sur tout chemin ou partie de chemin dont l'entretien est à la charge de la municipalité, des panneaux de signalisation indiquant que la limite de vitesse est de cinquante kilomètres à l'heure.»

Art. 8

L'article 82 dudit code, modifié par l'article 92 du chapitre 55 des lois de 1972, l'article 11 du chapitre 60 des lois de 1974 et par l'article 23 du chapitre 35 des lois de 1976, est de nouveau modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *g* du paragraphe 3, du sous-paragraphe suivant:

«*h*) nommer, aux conditions qu'il détermine, des mandataires afin d'effectuer, pour le compte du bureau, l'immatriculation des véhicules automobiles et toute autre opération y afférente et fixer leur rémunération.»

Art. 9

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.